Procès-Verbal

Séance Extraordinaire du 9 juillet 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le neuf du mois de juillet à neuf heures trente, le CSEE dûment convoqué le vingt-huit juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en salle Océane, sous la présidence de M. David BRUSELLE.

Etaient Présents Représentants titulaires du personnel :

Nom - Prénom	Présent	Excusé	A distance
BAHCIC Marie-Isabelle	X		
DELERUE Dorothée remplacée par Nina TEMPREMANT		X	
DEVIN SARAH	X		
FERFAILLE Hugo remplacé par Magali TRIBONDEAU		X	
FOURNIER Jérôme	X		
HENNEBELLE Laurence remplacée par Sylvie LEFRANC		X	
MADEJ Marie-Christine	X		
LAMALETIE Bastien remplacé par Christophe HARINCK		X	
LAVERAT Thierry	X		
LE MIGNON Virginie	X		
LEMAITRE François	X		
MEISSNER Agnès	X		
PUCHOIS Bernard	X		
THUILLARD Céline	X		
VILLELLA Michel	X		

Etaient Présents Représentants « Suppléants » du personnel :

Nom - Prénom	Présent	Excusé	A distance
Nina TEMPREMANT remplace Dorothée DELERUE	X		
Sylvie LEFRANC remplace Laurence HENNEBELLE	X		
Magali TRIBONDEAU remplace Hugo FERFAILLE	X		
Christophe HARINCK remplace Bastien LAMALETIE	X		

Etaient présents Représentants Employeur

Nom - Prénom	Présent	Excusé	A distance
BRUSSELLE David (Président)	X		
COTHENET François	X		
DELACOURT Irène	X		
LIPKIEWICZ François	X		
VASSEL Nathalie		X	

Était présent Représentant syndical
Laurent VANDEWOESTYNE pour le syndicat UNSA

1) Approbation des procès-verbaux des séances du 22 mars et 24 mai 2024

Les procès-verbaux des séances du 22 mars et 24 mai sont approuvés à l'unanimité.

2) Retour sur l'avis rendu sur la réorganisation de la DSI et information sur les mobilités internes afférentes

François LIPKIEWICZ apporte des précisions sur les postes à pourvoir par voie de mobilité interne. Les actes de candidatures ont été affichés. Deux candidats se sont présentés. Les entretiens ont été effectués avec les principaux intéressés. Et ils ont été retenus. Il s'agit de Samy Leclercq pour le poste de responsable infrastructures & supports et Maxime Crépy pour la mission de coordinateur support.

Sur le projet de réorganisation, les élus émettent un avis favorable. (Avis en annexe 1).

Virginie LE MIGNON émet juste un point de vigilance en ce qui concerne les supports techniques sur les territoires. Certes la gestion des tickets est très réactive mais parfois des manipulations sont nécessaires en territoire. Le distanciel a ses limites.

3) Information sur la situation financière de la CCI Hauts de France et l'adoption du Budget Exécuté 2023 par l'Assemblée Générale de la CCIR

Le document (annexe 2) présenté par David BRUSSELLE est le document qui a été validé lors de l'assemblée générale du 29 mai 2024. L'assemblée générale a voté à l'unanimité ce budget exécuté. Il s'agit du budget de l'activité, hors filiale.
Pour David BRUSSELLE, sur le plan comptable et financier, on a réalisé une année assez bonne en termes de résultats mais cela cache certaines disparités sur lesquelles il faut être attentif.

La situation du service général. Le résultat courant est passé de moins 3,429 millions à moins 5,362 millions. Ce qui veut dire que notre service général se dégrade. La stratégie de la CCIR est que les autres services viennent compenser la baisse du service général. Cette dégradation vient du fait que nous avons fait moins de chiffre d'affaires par rapport à ce qui avait été budgété et des coûts en augmentation comme la masse salariale et les coûts de fonctionnement. La stratégie de la CCIR est d'éviter que le service général se dégrade davantage. Pour cela, il faut augmenter le chiffre d'affaires.

Virginie LE MIGNON intervient sur le chiffre d'affaires à réaliser. Elle souhaite alerter sur les appels d'offres. Certains ne sont pas rentables et mettent en difficulté les conseillers.
David BRUSSELLE rappelle que certaines activités de l'appui doivent facturer davantage notamment REV 3, International, la finance et la transmission-reprise. Difficile de faire facturer l'accompagnement à un commerçant.

La formation est passée de 41 millions à 40 millions. La raison = les coûts/contrats ont baissé et les charges ont augmenté de manière significative. David BRUSSELLE souhaite que la part formation continue augmente davantage.

Pour autant, selon David BRUSSELLE, la situation financière est saine. Hors ports, la CCI Hauts de France a un endettement faible à hauteur de 20 millions, pour un budget de 160 millions en 2023, avec une bonne CAF (capacité d'autofinancement).

Concernant les fonds de roulement que nous devons rendre, la décision du montant devrait être connu lors de l'AG de CCI France en Octobre. Pour la CCI Hauts de France, cela devrait tourner entre 3.2 et 4.5 millions d'euros.

Sylvie LEFRANC demande comment se présente l'année 2024. A ce stade, David BRUSSELLE n'a pas d'alerte particulière identifiée.

David BRUSSELLE évoque le contrôle de l'Urssaf. Pour information, toutes les CCI de France ou presque subissent un contrôle. Ce qu'il faut savoir c'est que l'Urssaf redresse notamment dès qu'il y a une rupture d'équité entre les salariés. Il y a 2 sujets importants :

- La formation (prévoyance et mutuelle). Certains de nos anciens vacataires étaient exonérés de la mutuelle et de la prévoyance alors que l'Urssaf estime qu'ils sont assimilés à des salariés.
- Le CSE. Dès que l'on prend une décision financée en toute ou partie, elle doit s'appliquer à tous les salariés y compris les salariés des autres CSEE, partant du principe que la CCi est un seul et même employeur pour l'ensemble des structures (SIC, Ports de Lille…).
  Il convient donc d'être vigilant sur le traitement sans distorsion, des prises en charge Employeur au bénéfice des salariés des différents CSEE qui pourrait favoriser l'un par rapport à l'autre (sorties, voyages, noël, etc...). Le montant alloué par collaborateur au titre des ASC doit être équivalent pour l'ensemble des CSEE. François COTHENET précise que l'URSSAF a suggéré d'avoir partout la même contribution.

De plus, la CCI Hauts de France va être redressée concernant la flotte de véhicules car il a été impossible de fournir tous les carnets de bord. La direction a identifié une bonne pratique à LAHO Métropole Lilloise : une application avec un code barre qu'il faut scanner avec son téléphone (on indiquera le kilométrage au départ et celui au retour). Cette pratique sera sans doute généralisée.

Par ailleurs, David BRUSSELLE nous informe qu'un contrôle de la DREETS va démarrer prochainement pour les CFA de l'Oise sur la question de l'apprentissage.

4) Information sur l'état d'avancement du projet de déménagement de Laho Lens

Indépendamment de la volonté de la direction, le constructeur Nexity est en retard pour la livraison du bâtiment de Lens. Retard que David BRUSSELLE juge injustifié et injustifiable. 4 mois de retard qui vont empêcher de faire la rentrée de septembre 2024 comme initialement prévu.

Le contrat prévoit des pénalités de retard. Il sera demandé que ces dernières soient appliquées mais cela ne change rien au problème.

5) Information relative au déménagement/travaux relatifs à la formation optique-lunetterie de Monchy-St-Eloi

François LIPKIEWICZ rappelle que ce sujet a été évoqué aux représentants de proximité et aux membres de la C2ST. Ce déménagement est lié au fait que les locaux occupés à Monchy-St-Eloi étaient loués à la communauté de communes. Cette dernière a lancé un AMI concernant ce site. Etant entendu que nous étions sur un bail précaire, il a été décidé de ne prendre aucun risque à l'approche de la nouvelle rentrée et donc de déménager cette filière. Elle intégrera le CFA de Nogent dans des bâtiments à ce jour partiellement occupés.

Les enjeux vont au-delà d'un simple déménagement. Aujourd'hui, 25 apprentis composent cette filière. Le souhait est de passer à 40 voire 80 apprentis dans les prochaines années. Et le site existant n'avait pas la capacité d'accueillir un nombre plus important d'élèves.

6) Information Trésorier

a) Présentation des comptes

Présentation des comptes du CSEE pour l'exercice 2022-2023 par l'expert-comptable, Jean-Christophe MAILLARD (Annexe 3).

David BRUSSELLE interroge l'expert-comptable afin de savoir si ce dernier aurait décelé des anomalies. Aucune anomalie n'a été décelée.

Les élus du CSEE approuvent à l'unanimité les comptes de l'exercice 2022/2023.

b) Validation du siège du CSEE

François LEMAITRE demande que le siège du CSEE soit transféré d'Arras à Lille, boulevard de Leeds pour des raisons administratives.

Les élus votent à l'unanimité ce transfert.

7) Information sur la restitution du groupe de travail « Part variable »

François LIPKIEWICZ informe qu'un groupe de travail « Part Variable » a été mis en place. Ce qui a été soulevé : il n'y a pas encore d'homogénéité totale sur l'ensemble des territoires.
De manière plus générale :

- Dans le calcul du chiffre d'affaires, il n'est plus possible d'inclure une part de TCCI. Le calcul se fera sur le CA réalisé.
- Aucun territoire n'est exclu des parts variables
- Aujourd'hui, selon la grille communément applicable à la majorité des conseillers « thématique », la part variable maximum est plafonnée à 3000 euros bruts pour un CA atteignant au moins 65 000 euros. On peut envisager un bonus à cette part variable au-delà de 65 000 euros de CA, sur la base de 500 euros supplémentaires par tranche de CA supplémentaire de 5000 euros, ce qui nous amènerait à une part variable maximale de 5000 euros pour un CA atteignant 85 000 euros.

Virginie LE MIGNON interpelle sur le fait que certains collaborateurs sont sur des dispositifs où il est impossible d'atteindre 45 000€ pour déclencher une prime. David BRUSSELLE indique la problématique va être étudiée.

8) Information sur les « primes » pour les statutaires

Jérôme FOURNIER souhaite revenir sur les barèmes qui ont été mis en place lors du versement des primes exceptionnelles. Il souhaite que les plafonds des catégories 3 et 4 soient relevés.

François LIPKIEWICZ rappelle que l'augmentation des plafonds amènerait à être plus discriminant dans l'attribution des primes au regard de l'enveloppe disponible.

David BRUSSELLE rappelle qu'une prime exceptionnelle doit représenter jusqu'à un certain pourcentage du salaire et ne peut donc pas représenter 100 % du salaire. De plus, François COTHENET rappelle l'homogénéisation, voulue par les élus du CSEE. Cette homogénéisation pénalise sans doute certains territoires au regard des pratiques antérieures.

David BRUSSELLE demande à François LIPKIEWICZ d'étudier les éventuelles distorsions de pourcentages de primes pour chaque catégorie de salaires.

9) Information sur la constitution d'un groupe de travail « communication » et sur la création d'un groupe de travail « action sociale »

Virginie LE MIGNON évoque la création d'un groupe de travail « Communication » afin de mieux coordonner les axes de communication des élus du CSEE.

Agnès MEISSNER informe les membres du CSEE que la C2ST reçoit parfois des mails de personnes en grande difficulté et qui souhaitent actionner le fonds d'urgence. Avec la mise en place du CSEE, la commission « Fonds social de solidarité » a disparu. La question qui se pose aujourd'hui : devons-nous créer un groupe de travail « action sociale » ou devons-nous renvoyer les demandes à la RH ?
François COTHENET insiste sur le fait que nous devons orienter les collaborateurs vers des dispositifs qui existent par ailleurs (Mutuelle, assistance sociale…). Michel VILLELLA demande qu'un inventaire des dispositifs soit envisagé.

10) Informations de la CSSCT

a) Restitution des 2 cabinets d'audit pour Beauvais

Suite à la réunion de la C2SCT du 31 mai 2024, Agnès MEISSNER évoque les points qui ont été abordés :

- Déménagement de la filière Optique de Nogent
- L'audit de Beauvais. Il s'avère qu'il n'y a pas eu de restitution officielle en CSEE des cabinets RH Partners et Valeurs/Valeurs.

François COTHENET revient sur l'historique. Une enquête interne avait été diligentée par la direction de l'époque. Elle n'avait pas abouti à des résultats satisfaisants. Il a été décidé de recourir à un cabinet extérieur, RH Partners. Ce cabinet a fait une analyse de la situation sur place, avec la possibilité pour chaque collaborateur de s'exprimer par rapport aux différentes problématiques qui avaient été soulevées. Des entretiens ont été réalisés. Une des principales problématiques était managériale concernant la direction de l'Appui. Suite à l'intervention de ce cabinet, il n'y a pas eu de restitution générale. Seule la Direction a reçu les résultats. Parallèlement à cette analyse, il a été décidé de mettre en œuvre un accompagnement à la fois auprès du management mais aussi auprès des collaborateurs de cette direction. C'est le cabinet Valeurs & Valeur qui a été retenu.
Le but de cet accompagnement : réconcilier les collaborateurs entre eux et mettre fin aux clans qui existaient. Le but de la direction de la CCI Hauts de France était de pacifier les choses afin que tous les collaborateurs puissent travailler tous ensemble.
Valeurs & Valeur est intervenu en amont d'une réunion organisée par la Direction, pour un temps d'échanges. Cette intervention était le départ d'une action d'accompagnement des managers en souffrance et de l'ensemble des collaborateurs de la Direction Appuie. En parallèle, le cabinet a préconisé un coaching pour une collaboratrice, qui l'a suivi et un nouveau directeur Exécutif par intérim a été nommé.

David BRUSSELLE rappelle que la première enquête était un diagnostic et la seconde, le plan d'action.

Sur Beauvais, Céline THUILLARD n'a pas le sentiment que la situation se dégrade.

David BRUSSELLE souhaite que la situation dans l'Oise soit définitivement réglée.

b) Programme de prévention parcours Ergonomie et poste de travail

Agnès MEISSNER évoque le travail de la CSSCT concernant les visites sécurité dans les différents sites. Un bilan sera présenté au CSEE de septembre. Mais il apparaît très clairement qu'il existe des disparités au niveau de l'ergonomie des postes de travail des collaborateurs, il s'agit de problématiques liées à l'environnement de travail avec des bâtiments vétustes ou des espaces « open spaces ». D'où l'idée de mettre en place un parcours Ergonomie et poste de travail pour les collaborateurs. Ce parcours sera en lien avec le PAPRIPACT présenté par la DRH. Agnès MEISSNER constate qu'il existe des disparités liées aux équipements & matériels. Elle demande s'il existe un budget territoire pour l'achat de ces équipements ou un budget régional ? Qui définit le choix du matériel avec les composantes santé- sécurité ?

Concernant les EPI, David BRUSSELLE évoque la possibilité de faire un audit des situations à risque. Et il souhaite faire un audit afin d'améliorer la sécurité de chaque collaborateur.

11) Information de l'ASC

a) Point sur abonnement « Tout Apprendre »

Jérôme FOURNIER fait un point sur Tout Apprendre (Document en annexe 4). La question du renouvellement est abordée par les membres de l'ASC. Le coût est de 14 000 €. L'an passé, la direction a financé à hauteur à 50% mais compte tenu des préconisations URSSAF, elle ne peut plus le faire.

Vote :
Pour : 13
Contre :
Abstention : 2

Les élus approuvent le renouvellement de l'abondement à « Tout Apprendre » pour un an pour un montant de 14 000 euros.

b) Présentation Premium Play

En l'absence de documents, ce sujet est reporté au prochain CSEE.

c) Validation du renouvellement Dreamservices

Les élus du CSEE doivent se prononcer sur le renouvellement de Dreamservices, le prestataire du site internet du CSEE.

Vote :
Pour : 14
Contre :
Abstention : 1

Les élus approuvent le renouvellement de l'abonnement de Dreamservices d'un montant de11400 euros avec une répartition 70 % sur le budget fonctionnement et 30 % sur le budget ASC.

L'ordre du jour étant épuisé, **la séance est levée à 12h23**

ANNEXE 1

Notification d'avis du CSEE

Les élus du CSEE ont été consultés le 24 mai 2024 sur le projet de réorganisation de la DSI.

M.DANELS, directeur Régional des Systèmes d'Information, a présenté les éléments suivants pour la réorganisation du service des Systèmes d'Information :

- Le futur organigramme du service
- les besoins en recrutement
- les possibilités en mobilité interne

Attendu que M. DANELS a fourni à la C2SCT, par mail du 27/05/2024 le plan d'implantation définitif de l'équipe DSI dans son nouvel environnement basé au 2ème étage, bd de Leeds, 59000 Lille.

Attendu que l'équipe DSI, en charge du projet de réorganisation, à savoir Mme LACROIX, M. CARON et M.PERRAUDIN, a échangé avec 2 membres élus de la C2SCT le 10/06/2024 sur :

- Les conditions de travail : éclairage, implantation du mobilier et accessibilité
- Le choix du mobilier : fauteuils et bureaux. Il s'avère qu'ils se sont appuyés sur les recommandations d'un ergonome rencontré il y a quelques mois au Palais de la Bourse
- L'organisation des équipes et services : agencement des différentes équipes dont la mise en œuvre de 3 open-spaces auxquels viennent s'ajouter un espace de stockage matériel, des bureaux individuels, des box de travail individuels et 2 salles de réunions
- Le fait, qu'il a été précisé, qu'il y a eu une concertation avec les équipes sur les conditions de travail liées à l'open space , source d'inquiétudes pour les collaborateurs n'étant pas pour certains, dans cette configuration au préalable.

Les membres élus donnent **un avis favorable**.

Nous souhaitons cependant porter une attention particulière sur :

- Les conditions de travail liées à l'Environnement de travail dit « l'open space ».

En effet, cette configuration de travail génère une augmentation de la nuisance sonore pouvant provoquer de la déconcentration, une augmentation de la fatigue, de l'incivilité de comportement.

A ce sujet, une charte de bons comportements serait à instaurer au sein de l'Equipe DSI ainsi que des Règles de bon usage concernant les box individuels.

De plus, d'autres aménagements pourraient être à prévoir en fonction des besoins qui se feraient ressentir (éclairage d'appoint, panneaux acoustiques, etc.).

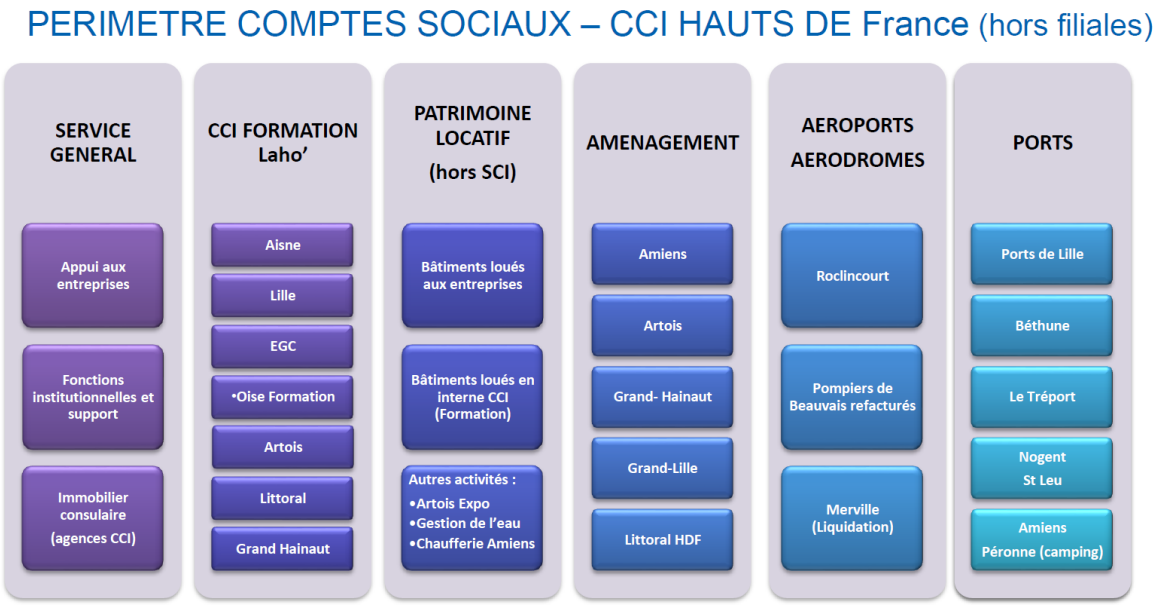
- Le lien avec les collaborateurs/usagers.

  Après une étude approfondie des documents relatifs à la réorganisation du service, il a été constaté qu'aucun collaborateur « production & support » n'est affecté sur les territoires.

  La non-affectation d'un collaborateur de proximité pourrait potentiellement nuire à la qualité des services rendus.

ANNEXE 2


BUDGET EXECUTE 2023
CCI HAUTS-DE-FRANCE
ASSEMBLEE GENERALE CCIR du 29 mai 2024
CCI HAUTS-DE-FRANCE


PERIMETRE COMPTES SOCIAUX – CCI HAUTS DE France (hors filiales)
SERVICE GENERAL
Appui aux entreprises
Fonctions institutionnelles et support
Immobilier consulaire (agences CCI)
CCI FORMATION Laho'
Aisne
Lille
EGC
•Oise Formation
Artois
Littoral
Grand Hainaut
PATRIMOINE LOCATIF (hors SCI)
Bâtiments loués aux entreprises
Bâtiments loués en interne CCI (Formation)
Autres activités :
•Artois Expo
•Gestion de l'eau
•Chaufferie Amiens
AMENAGEMENT
Amiens
Artois
Grand- Hainaut
Grand-Lille
Littoral HDF
AEROPORTS AERODROMES
Roclincourt
Pompiers de Beauvais refacturés
Merville (Liquidation)
PORTS
Ports de Lille
Béthune
Le Tréport
Nogent St Leu
Amiens Péronne (camping)

RESULTATS GLOBAUX – CCI HAUTS DE France (hors filiales)

Rubriques Niveau 4	(j) REALISE 2022	(n) BR 2023	(r) REALISE 2023	ECART/2022
⊞PRODUITS LIES A L'ACTIVITE	146 853	144 161	149 610	2 757
⊞CHARGES LIEES A L'ACTIVITE	-127 913	-134 305	-135 271	-7 358
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**18 941**	**9 856**	**14 339**	**-4 602**
⊞PRODUITS ET CHARGES CALCULES	-13 714	-14 439	-13 239	475
⊞RESULTAT FINANCIER	-77	-189	971	1 048
RESULTAT COURANT	**5 150**	**-4 772**	**2 071**	**-3 078**
⊞RESULTAT EXCEPTIONNEL ET IS	1 712	8 529	4 205	2 493
RESULTAT NET	**6 862**	**3 758**	**6 276**	**-586**
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	20 317	11 173	15 547	-4 770

Le résultat courant (hors exceptionnel) est de 2 M€
Le résultat net de 6,3 M€ est constitué de 4,2 M€ de produits exceptionnels provenant essentiellement de plus values de cession (Lomme)
La CAF s'établit à 15,5 M€

RESULTATS GLOBAUX – CCI HAUTS DE France (hors filiales)

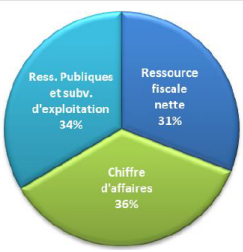
K€		REALISE 2022	BR 2023	REALISE 2023	Ecart /2022
SERVICE GENERAL	ACCOMPAGNEMENT ENTR.	-17 485	-19 928	-19 157	-1 672
	SERVICE SUPPORT & INSTIT	-18 149	-20 700	-19 165	-1 016
	IMMOBILIER CONSULAIRE	-5 877	-5 677	-5 020	857
Total SERVICE GENERAL		**-41 510**	**-46 304**	**-43 342**	**-1 832**
RESSOURCE FISCALE		38 081	38 032	37 980	-101
R.COURANT SERVICE GENERAL		**-3 429**	**-8 272**	**-5 362**	**-1 933**
R.EXCEPTIONNEL		*-621*	*1 231*	*-4 419*	*-3 797*
R.NET SERVICE GENERAL		**-4 050**	**-7 041**	**-9 781**	**-5 730**
SERVICE FORMATION		5 028	1 071	2 125	-2 903
SERVICE AEROPORTS		2	32	-251	-253
SERVICE AMENAGEMENTS		679	1 309	1 694	1 015
PATRIMOINE LOCATIF		2 715	692	2 271	-444
SERVICE PORTS		155	398	1 594	1 439
R.COURANT SERVICES GERES		**8 579**	**3 501**	**7 433**	**-1 146**
R.EXCEPTIONNEL		*2 333*	*7 298*	*8 623*	*6 290*
R.NET SERVICES GERES		**10 913**	**10 799**	**16 057**	**5 144**
R.NET CCI HAUTS DE France		**6 862**	**3 758**	**6 276**	**-586**

Le résultat courant (hors exceptionnel) est constitué de -5,4 M€ au Service Général, +2,1 M€ à la Formation et +5,3 M€ pour les autres services gérés
Le résultat net global de l'exercice est de 6,3 M€

RESULTATS GLOBAUX PAR ACTIVITES (hors filiales)

K€		SERVICE GENERAL	SERVICE FORMATION	SERVICE AEROPORTS	SERVICE AMENAGT	PATRIMOINE LOCATIF	SERVICE PORTS	Total CCI HDF
A - PRODUITS	PRODUITS LIES A L'ACTIVITE	61 239	40 170	1 356	4 308	15 939	26 598	149 610
	PRODUITS ET CHARGES CALCULES	3 559	1 154	11	56	1 642	6 162	12 584
	RESULTAT FINANCIER	2 558	74	37	110	284	419	3 482
Total A - PRODUITS		**67 356**	**41 398**	**1 404**	**4 474**	**17 865**	**33 179**	**165 676**
B - CHARGES	CHARGES LIEES A L'ACTIVITE	-65 525	-36 667	-1 629	-2 450	-9 908	-20 588	-136 768
	PRODUITS ET CHARGES CALCULES	-6 088	-2 547	-26	-69	-5 209	-10 387	-24 326
	RESULTAT FINANCIER	-1 105	-59		-260	-477	-610	-2 511
Total B - CHARGES		**-72 718**	**-39 273**	**-1 655**	**-2 780**	**-15 594**	**-31 585**	**-163 605**
RESULTAT COURANT		**-5 362**	**2 125**	**-251**	**1 694**	**2 271**	**1 594**	**2 071**
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**-4 419**	**-8**	**1**	**-125**	**4 807**	**3 949**	**4 205**
RESULTAT NET		**-9 781**	**2 117**	**-250**	**1 569**	**7 078**	**5 543**	**6 276**

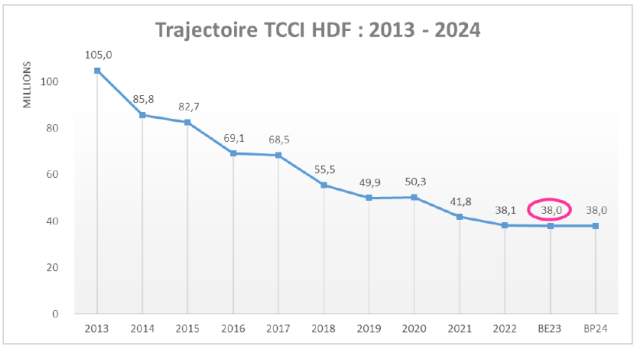
- Le budget exécuté 2023 représente 166 M€ de produits et 164 M€ de charges pour l'ensemble des activités, hors exceptionnel.
- Hors Ports, la TCCI représente 31% des produits d'exploitation, le CA 36% et les subventions 34%
- Les charges de personnel représentent 48% du budget global, hors exceptionnel



5 I CCI Hauts-de-France

ZOOM SUR LA RESSOURCE FISCALE

Stabilisation de la TCCI en 2023 à 38 M€ pour la CCI Hauts-de-France



TCCI 2023
38,0 M€

TCCI 2023	BP = BR 2023	REALISE 2023	Ecart /BR 2023
TOTAL TCCI EXERCICE 2023	**38 032**	**37 945**	**-87**
ROLES COMPLEMENTAIRES TFC EXERC ANT		35	35
TOTAL TCCI COMPTABILISEE 2023	**38 032**	**37 980**	**-52**

LE SERVICE GENERAL

Résultat courant -5,4 M€

SERVICE GENERAL	REALISE 2022	BR 2023	REALISE 2023	Ecart /2022
PRODUITS LIES A L'ACTIVITE	22 070	21 800	23 260	1 189
CHARGES LIEES A L'ACTIVITE	-60 173	-64 179	-64 263	-4 089
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**-38 103**	**-42 379**	**-41 003**	**-2 900**
PRODUITS ET CHARGES CALCULES	-4 016	-4 248	-3 792	224
RESULTAT FINANCIER	608	322	1 453	845
BESOIN DE FINANCEMENT COURANT	**-41 510**	**-46 304**	**-43 342**	**-1 832**
RESSOURCE FISCALE	38 081	38 032	37 980	-101
RESULTAT COURANT SG	**-3 429**	**-8 272**	**-5 362**	**-1 933**
RESULTAT EXCEPTIONNEL ET IS	-621	1 231	-4 419	-3 797
RESULTAT NET SG	**-4 050**	**-7 041**	**-9 781**	**-5 730**

- Le besoin de financement courant du Service Général est de 43,3 M€ pour un BR à 46,3 M€, en amélioration de 2,3 M€ par la progression des produits d'exploitation et des produits financiers non prévus
- L'EBE est en nette diminution / 2022 : 1M€ en charges de personnel, 2 M€ en charges appui, projet CRM et DSP Beauvais
- Le résultat exceptionnel 2023 est constitué principalement des écritures de rétablissement de la situation nette du Port du Tréport pour 4,7 M€

ETP ET MASSE SALARIALE PERMANENTS

ETP moyen	REALISE 2022	BR 2023	REALISE 2023	Ecart /2022
SERVICE GENERAL	554,8	561,8	553,3	-1,5
SERVICE FORMATION	281,9	277,5	267,7	-14,2
PATRIMOINE LOCATIF	29,7	28,2	28,4	-1,3
SERVICE AMENAGEMENTS	3,5	3,5	3,2	-0,3
SERVICE AEROPORTS	24,2	24,4	22,2	-2,0
SERVICE PORTS	102,7	102,6	101,7	-0,9
Total général	**996,8**	**998,0**	**976,5**	**-20,3**

- ETP : -22 / BR décalages d'embauches et absences (IJSS) => impact = 1,3 M€ d'économies
- Les surcoûts de masse salariale / BR 2023 sont générés par des coûts de départs 2023, l'année de changement d'acquisition des congés et les variations de provisions retraite
- L'évolution du cout salarial est de 4,2%/2022 (augmentation du point d'indice et accords NAO)

MASSE SALARIALE en K€		REALISE 2022	BR 2023	REALISE 2023	Ecart /2022
SERVICE GENERAL	SERVICE ACCOMPAGNEMENT ENTR	-25 939	-26 471	-26 837	-898
	SERVICE SUPPORT	-14 248	-13 865	-14 353	-105
	IMMOBILIER CONSULAIRE	-111	-98	-100	11
Total SERVICE GENERAL		**-40 298**	**-40 434**	**-41 290**	**-992**
SERVICE FORMATION		-16 620	-16 902	-17 011	-391
SERVICE AMENAGEMENTS		-368	-328	-324	44
PATRIMOINE LOCATIF		-1 995	-1 864	-2 018	-23
S/TOTAL HORS CONCESSIONS		**-59 281**	**-59 529**	**-60 643**	**-1 362**
SERVICE AEROPORTS		-1 472	-1 464	-1 596	-124
SERVICE PORTS		-7 758	-7 225	-7 653	105
Total général		**-68 511**	**-68 218**	**-69 893**	**-1 381**

LES PRODUITS DE L'APPUI AUX ENTREPRISES

AXE_COM	(j) REALISE 2022	(n) BR 2023	(r) REALISE 2023	ECART/2022	Avancement(%)
AXE 1 - TRANSITION ECOLOGIQUE	4 713	4 575	4 781	68	105
AXE 2 - NUMERIQUE ECO RH	3 510	3 549	3 319	-190	94
AXE 3 - ANTICIPER ORIENTER FORMER RECRUTER	480	403	676	196	168
AXE 4 - ENTREPRENDRE ET TRANSMETTRE	5 543	5 526	5 871	328	106
AXE 5 - INTERNATIONAL	1 338	1 963	1 949	611	99
AXE 6 - INTERETS DES ENTR	437	426	279	-158	65
AXE X - FONCTT (PLAN RELANCE)	242	2	17	-226	
TOTAL APPUI	**16 263**	**16 443**	**16 892**	**628**	**103**

4% / 2022

LE BESOIN DE FINANCEMENT DE L'APPUI AUX ENTREPRISES

Rubriques Niveau 4	(j) REALISE 2022	(n) BR 2023	(r) REALISE 2023	ECART/2022
⊞ PRODUITS LIES A L'ACTIVITE	16 263	16 443	16 892	628
⊞ CHARGES LIEES A L'ACTIVITE	-33 481	-35 931	-35 757	-2 276
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**-17 218**	**-19 488**	**-18 866**	**-1 648**
⊞ PRODUITS ET CHARGES CALCULES	-267	-437	-309	-42
⊞ RESULTAT FINANCIER	0	-2	17	17
⊞ RESULTAT EXCEPTIONNEL ET IS	-401	123	647	1 048
BESOIN DE FINANCEMENT APPUI	**-17 886**	**-19 805**	**-18 510**	**-624**

- Le besoin de financement de l'Appui est de 18,5 M€ pour un BR à 19,8 M€
- Les produits ont atteint 16,9 M€, en progression de + 4% /2022, le CA représente 50% des produits, comme en 2022
- Les charges de personnel sont conformes au BR, mais en augmentation /2022 en raison du coût salarial
- Les charges externes sont également en augmentation /2022, principalement sur les évènements réseaux, salons et le projet CRM
- Les produis exceptionnelles 2023 sont constitués principalement de soldes de subventions versés sur exercice antérieur

LES FONCTIONS SUPPORT, FONCTIONNEMENT GENERAL ET INSTITUTIONNEL

K€		REALISE 2022	BR 2023	REALISE 2023	ECART/2022
FONCTIONS SUPPORT	FINANCES	-2 147	-2 266	-2 280	-133
	ACHATS MARCHES PUBLICS	-589	-691	-793	-203
	COMMUNICATION	-2 090	-2 096	-2 077	13
	JURIDIQUE	-557	-633	-503	54
	SYSTEMES D INFORMATION	-4 325	-4 543	-4 471	-147
	RESSOURCES HUMAINES	-1 901	-2 099	-2 144	-243
Total FONCTIONS SUPPORT		**-11 610**	**-12 328**	**-12 269**	**-659**
FONCTIONS INSTITUTIONNELLES	PILOTAGE GENERAL DG	-3 397	-3 351	-3 028	369
	VIE INSTITUTIONNELLE PRESIDENCE ELU	-1 503	-1 645	-1 489	14
	DIVIDENDES FISCALISES DES FILIALES	-2	-618	-705	-703
	GESTION IMMOBILIERE	-1 525	-1 645	-1 710	-185
	MOYENS GENERAUX LOGISTIQUE	-1 977	-2 235	-2 065	-88
Total FONCTIONS INSTITUTIONNELLES		**-8 405**	**-9 495**	**-8 997**	**-593**
BESOIN DE FINANCEMENT SUPPORTS ET INSTITUTIONNEL		**-20 014**	**-21 823**	**-21 266**	**-1 252**
TECHNIQUE		1 393	2 232	-2 872	-4 265
BESOIN DE FINANCEMENT TOTAL		**-18 621**	**-19 591**	**-24 138**	**-5 517**

- Le besoin de financement est conforme au BR 23 à 21 M€ :
  - Les fonctions support sont globalement conformes au BR 23 à 12,3 M€, en augmentation /2022 en raison du cout salarial
  - Les fonctions institutionnelles sont en augmentation par rapport à 2022, l'écart provenant des honoraires liés à la DSP de Beauvais
- La ligne technique porte : le rétablissement de la situation nette du Tréport -4,7 M€, des produits financiers +1,5 M€, l'ajustement des provisions, les refacturations internes des fonctions régionales pour +1,3 M€, l'IS pour -922 K€

L'IMMOBILIER CONSULAIRE

Rubriques Niveau 4	(j) REALISE 2022	(n) BR 2023	(r) REALISE 2023	ECART/2022
⊞PRODUITS LIES A L'ACTIVITE	3 707	3 715	3 871	164
⊞CHARGES LIEES A L'ACTIVITE	-5 991	-6 612	-6 130	-139
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-2 284	-2 897	-2 259	24
⊞PRODUITS ET CHARGES CALCULES	-3 156	-2 674	-2 733	423
⊞RESULTAT FINANCIER	-437	-106	-28	409
⊞RESULTAT EXCEPTIONNEL ET IS	258	0	-13	-271
RESULTAT NET	**-5 618**	**-5 677**	**-5 033**	**586**
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**-2 701**	**-3 001**	**-2 283**	**418**

- CA en progression de +5% /2022
- EBE stable à -2,3 M€ et en économie par rapport au BR 23 sur les postes fluides et entretien
- Pas de produit de cession en 2023, ni d'intérêts sur emprunts (Leeds remboursé en 2022)
- Un résultat net contenu à -5 M€

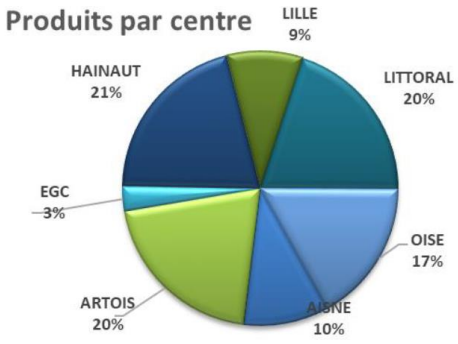
CCI FORMATION (hors filiales)

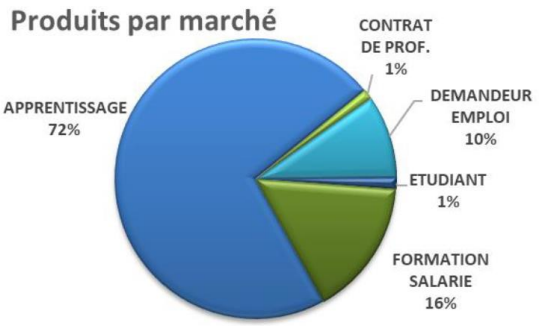
Résultat net 2,1 M€

K€		REALISE 2022	BR 2023	REALISE 2023	Ecart /2022
CENTRES LAHO	PRODUITS LIES A L'ACTIVITE	41 198	39 418	40 073	-1 125
	CHARGES LIEES A L'ACTIVITE	-31 900	-32 758	-33 667	-1 767
	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**9 298**	**6 661**	**6 406**	**-2 892**
	PRODUITS ET CHARGES CALCULES	-1 391	-1 460	-1 393	-2
	RESULTAT FINANCIER	-40	-17	15	55
MARGE DES CENTRES		**7 867**	**5 184**	**5 028**	**-2 838**
TETE DE RESEAU ET FCT SUPPORT		**-2 839**	**-2 924**	**-2 903**	**-64**
RESULTAT COURANT CCI FORMATION		**5 028**	**2 261**	**2 125**	**-2 903**
RESULTAT EXCEPTIONNEL / EX ANTERIEURS		2 501	-31	-8	-2 509
RESULTAT NET CCI FORMATION		**7 529**	**2 229**	**2 117**	**-5 412**

- **Résultats conformes au BR23, à 2,1 M€**
- Les produits sont en baisse / 2022, en raison notamment de la baisse de commande du Plan Régional de la Formation (Demandeurs d'emplois)
- Les charges de personnel et formateurs sont en hausse et représentent 63% des produits
- Les contributions à la tête de réseau et aux fonctions support sont intégrées pour 2,9 M€
- Pour rappel, les produits exceptionnels 2022 correspondaient à des facturations OPCO des exercices précédents

CCI FORMATION (hors filiales) : PRODUITS REALISES 2023





- La part du marché Demandeurs d'emploi est en baisse de 3 points / 2022
- La formation des salariés progresse de 1 point et l'apprentissage de 2 points / 2022

CCI FORMATION (hors filiales) : RESULTATS PAR CENTRE

	SERVICE FORMATION									
	CENTRES LAHO							Total	TETE DE	Total SERVICE
En K€	AISNE	ARTOIS	EGC	HAINAUT	LILLE	LITTORAL	OISE	CENTRES	RESEAU	FORMATION
PRODUITS LIES A L'ACTIVITE	4 004	8 181	1 181	8 308	3 593	8 055	6 751	40 073	97	**40 170**
CHARGES LIEES A L'ACTIVITE	-2 678	-7 110	-1 072	-6 480	-3 435	-6 885	-6 007	-33 667	-2 886	**-36 553**
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	1 326	1 071	109	1 828	158	1 169	744	6 406	-2 789	**3 617**
PRODUITS ET CHARGES CALCULES	-322	-221	-3	-116	-107	-314	-308	-1 393	-114	**-1 507**
RESULTAT FINANCIER		-15		-8		43	-4	15		**15**
RESULTAT COURANT	**1 004**	**835**	**106**	**1 704**	**51**	**898**	**432**	**5 028**	**-2 903**	**2 125**
RESULTAT EXCEPTIONNEL ET IS	-99	-109	-19	156	-51	160	-29	9	-17	**-8**
RESULTAT NET	**905**	**726**	**87**	**1 859**	**0**	**1 058**	**403**	**5 038**	**-2 921**	**2 117**
RAPPEL RESULTAT COURANT 2022	*1 176*	*1 537*	*23*	*2 232*	*498*	*1 719*	*681*	*7 867*	*-2 839*	*5 028*

L'AMENAGEMENT DE ZONES D'ACTIVITES

Rubriques Niveau 4	(j) REALISE 2022	(n) BR 2023	(r) REALISE 2023	Ecart /BR23
⊞PRODUITS LIES A L'ACTIVITE	5 280	2 974	4 308	1 335
⊞CHARGES LIEES A L'ACTIVITE	-4 184	-1 633	-2 450	-817
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**1 096**	**1 340**	**1 858**	**518**
⊞RESULTAT FINANCIER	89	-56	-151	-95
⊞PRODUITS ET CHARGES CALCULES	-506	24	-13	-37
⊞RESULTAT EXCEPTIONNEL ET IS	265	-6	-125	-119
RESULTAT NET	**944**	**1 302**	**1 569**	**266**
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**1 450**	**1 278**	**1 582**	**303**

Ventes par CCIL :

K€	BR 2023	REALISE 2023	Commentaires
AMIENS	1 411	1 426	Concession AM : Gueudet 3ha - APF 0,7 ha
	236	640	J.Verne : Mecalem 2000m² - Soprema 3318m² - BBA 4819m²
ARTOIS	0		
GRAND HAINAUT	733	735	Prouvy 9650m²- Ecaillon 4ha - Sars et Rosières 3592m²
GRAND LILLE	2 072	1 979	7,4ha vendus dont Comines 3,7ha - Arques 2,9ha
LITTORAL HDF	473	473	Abbeville 6147m²-BDS Est 9002m² - Nord 2252m²
Total général	**4 925**	**5 252**	

- Ventes de terrains pour 19,3 ha
- Peu de travaux : 0,5 M€

L'IMMOBILIER LOCATIF

Rubriques Niveau 4	(j) REALISE 2022	(n) BR 2023	(r) REALISE 2023	ECART/2022
⊞PRODUITS LIES A L'ACTIVITE	14 196	15 087	15 939	1 743
⊞CHARGES LIEES A L'ACTIVITE	-9 451	-10 465	-9 898	-448
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**4 745**	**4 622**	**6 040**	**1 295**
⊞PRODUITS ET CHARGES CALCULES	-1 794	-3 736	-3 576	-1 783
⊞RESULTAT FINANCIER	-237	-194	-193	44
RESULTAT COURANT	**2 715**	**692**	**2 271**	**-444**
⊞RESULTAT EXCEPTIONNEL ET IS	7	7 331	4 807	4 800
RESULTAT NET	**2 721**	**8 023**	**7 078**	**4 356**
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**4 531**	**4 442**	**5 122**	**591**

Surface locative de 105 000 m²

Près de 400 locataires

- Le CA en progression de 12% / 2022, s'explique par l'évolution de l'activité évènementielle et par la hausse des indices de révision des loyers
- Les économies de charges sont dues à la hausse contenue des charges d'énergie et au décalage de travaux de maintenance
- Les produits calculés de 2022 tenaient compte de la reprise de provisions / Lomme Sequedin pour 1,2 M€
- Les résultats exceptionnels sont constitués de plus values de cessions, en particulier Lomme Sequedin (3,3M€), Douai ex DBS, rue Auriol Amiens, Parking Artois expo, bat. Douanes et terrain Dunkerque et de l'IS

LES PORTS (hors filiales)

EBE 6,1M€
CAF 6,1M€
stables

Capitaux remboursés 2,7 M€

	REALISE 2022	BR 2023	REALISE 2023	Ecart/2022
PRODUITS LIES A L'ACTIVITE	24 445	25 269	26 598	2 153
CHARGES LIEES A L'ACTIVITE	-17 924	-19 781	-20 478	-2 554
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**6 521**	**5 488**	**6 120**	**-401**
PRODUITS ET CHARGES CALCULES	-5 868	-4 845	-4 336	1 533
RESULTAT FINANCIER	-497	-245	-190	307
RESULTAT COURANT	**155**	**398**	**1 594**	**1 439**
RESULTAT EXCEPTIONNEL ET IS	-561	4	-748	-187
RESULTAT NET AVANT REGULARISATION	**-405**	**402**	**846**	**1 251**
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	***6 164***	***5 521***	***6 066***	***-98***
REGULARISATION SG/TREPORT 31/12/2023			**4 697**	**4 697**
RESULTAT NET	**-405**	**402**	**5 543**	**5 948**

- **Amélioration des Résultats des Ports de 1,3 M€ par rapport à 2022**
- L'augmentation du niveau d'activité représente 2 M€ de CA et 1 M€ de charges d'exploitation
- La hausse des charges à hauteur de 1,5 M€ est liée à des travaux pour gros entretien, provisionnés (cf. produits calculés)

LES PORTS (hors filiales)

Investissements 8,6 M€
Subventions 62%

Les résultats 2023 par CCIL :

	AMIENS	ARTOIS	GRAND LILLE	LITTORAL	OISE	Total Ports
PRODUITS LIES A L'ACTIVITE	344	1 422	22 300	2 459	72	26 598
CHARGES LIEES A L'ACTIVITE	-346	-949	-16 486	-2 382	-315	-20 478
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**-2**	**474**	**5 814**	**78**	**-243**	**6 120**
PRODUITS ET CHARGES CALCULES	-32	-116	-4 502	129	186	-4 336
RESULTAT FINANCIER		37	-213	-14		-190
RESULTAT EXCEPTIONNEL ET IS		-397	-82	-190	-79	-748
RESULTAT NET	**-34**	**-2**	**1 016**	**2**	**-136**	**846**
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**-2**	**260**	**6 055**	**-4**	**-243**	**6 066**
REGULARISATION SG/TREPORT 31/12/2023				**4 697**		**4 697**
RESULTAT NET	**-34**	**-2**	**1 016**	**4 699**	**-136**	**5 543**

Ports de Lille : Activité en augmentation de +9% / 2022 et supérieure au BR de 1,1 M€
Artois : régularisation contrat 2022 avec les Ports de Lille, passée en charges exceptionnelles pour 374 K€
Littoral : rétablissement de la situation du Tréport vis-à-vis du Service Général en produits exceptionnels pour 4,7M€

LES INVESTISSEMENTS ET SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

➢ **20,7 M€ d'investissements conformément au BR23, subventionnés à hauteur de 8,2 M€**

INVESTISSEMENTS PAR SERVICE :

Organigramme Niveau 5	Organigramme Niveau 4	(j) REALISE 2022	(n) BR 2023	(r) REALISE 2023	Ecart /BR23
⊟SERVICE GENERAL	⊞SERVICE ACCOMPAGNEMENT ENTR.	-204	-551	-428	123
	⊞SERVICE SUPPORT	-488	-550	-345	205
	⊞IMMOBILIER CONSULAIRE	-639	-980	-802	178
Total SERVICE GENERAL		**-1 331**	**-2 081**	**-1 575**	**507**
⊞SERVICE FORMATION		-7 347	-8 925	-8 262	663
⊞PATRIMOINE LOCATIF		-5 876	-2 019	-2 236	-217
⊞SERVICE PORTS		-2 444	-8 125	-8 597	-472
Total investissements		**-16 998**	**-21 149**	**-20 670**	**480**

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	(j) REALISE 2022	(n) BR 2023	(r) REALISE 2023	Ecart /BR23
SERVICE GENERAL	9	0	37	37
SERVICE FORMATION	1 674	2 069	1 770	-300
PATRIMOINE LOCATIF	0	908	1 129	221
SERVICE PORTS	1 119	5 899	5 304	-595
Total subventions d'investissements	**2 802**	**8 877**	**8 239**	**-637**

LES PRINCIPAUX INDICATEURS DU RESULTAT BUDGETAIRE

En K€		REALISE 2022	BR 2023	REALISE 2023	Ecart / 2022
RAPPEL DU RESULTAT NET		***6 862***	***3 758***	***6 276***	***-586***
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		**20 317**	**11 173**	**15 547**	**-4 770**
INVESTISSEMENTS	Participations financières	2 863	400	9 802	6 939
	Investissements	-16 998	-21 149	-20 670	-3 671
	Subventions d'investissements	2 802	8 877	8 239	5 438
Total INVESTISSEMENTS		**-11 333**	**-11 873**	**-2 628**	**8 705**
RESULTAT EXCEPTIONNEL ET IS	Produits exceptionnels/cessions	820	9 640	9 694	8 874
Total RESULTAT EXCEPTIONNEL ET IS		**820**	**9 640**	**9 694**	**8 874**
AUTRES OPERATIONS EN CAPITAL	Remboursement d'emprunts	-16 282	-7 342	-7 702	8 580
	Souscription d'emprunts		2 500	2 000	2 000
	Cautions prêts	168		132	-36
Total AUTRES OPERATIONS EN CAPITAL		**-16 114**	**-4 842**	**-5 570**	**10 544**
RESULTAT BUDGETAIRE		**-6 310**	**4 099**	**17 043**	**23 353**

➢ Une CAF totale de 15,5 M€ qui couvre les remboursements d'emprunts courants de 7,7 M€
➢ Les participations financières correspondent à des CAT échus au 31/12/2023, fléchés dans le PPI
➢ Les produits de cession étaient prévus au BR 23 (Lomme, Douai ex DBS, rue Auriol Amiens, bat. Douanes et terrain Dunkerque)
➢ **En conséquence, le résultat budgétaire général est de 17 M€ et de 12,2 M€ hors Ports.**

Annexe 3

EXPERIAL
CONSEIL

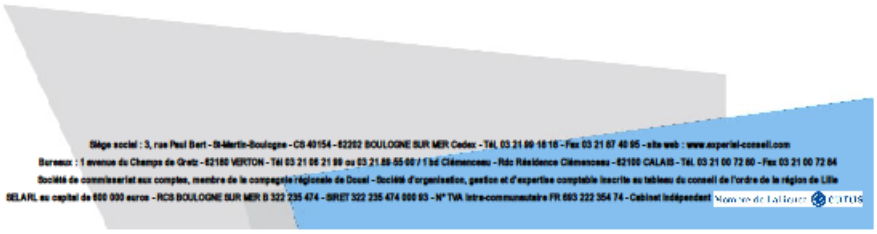
CE CSE CCI HAUTS DE FRANCE

8 rue du 29 juillet

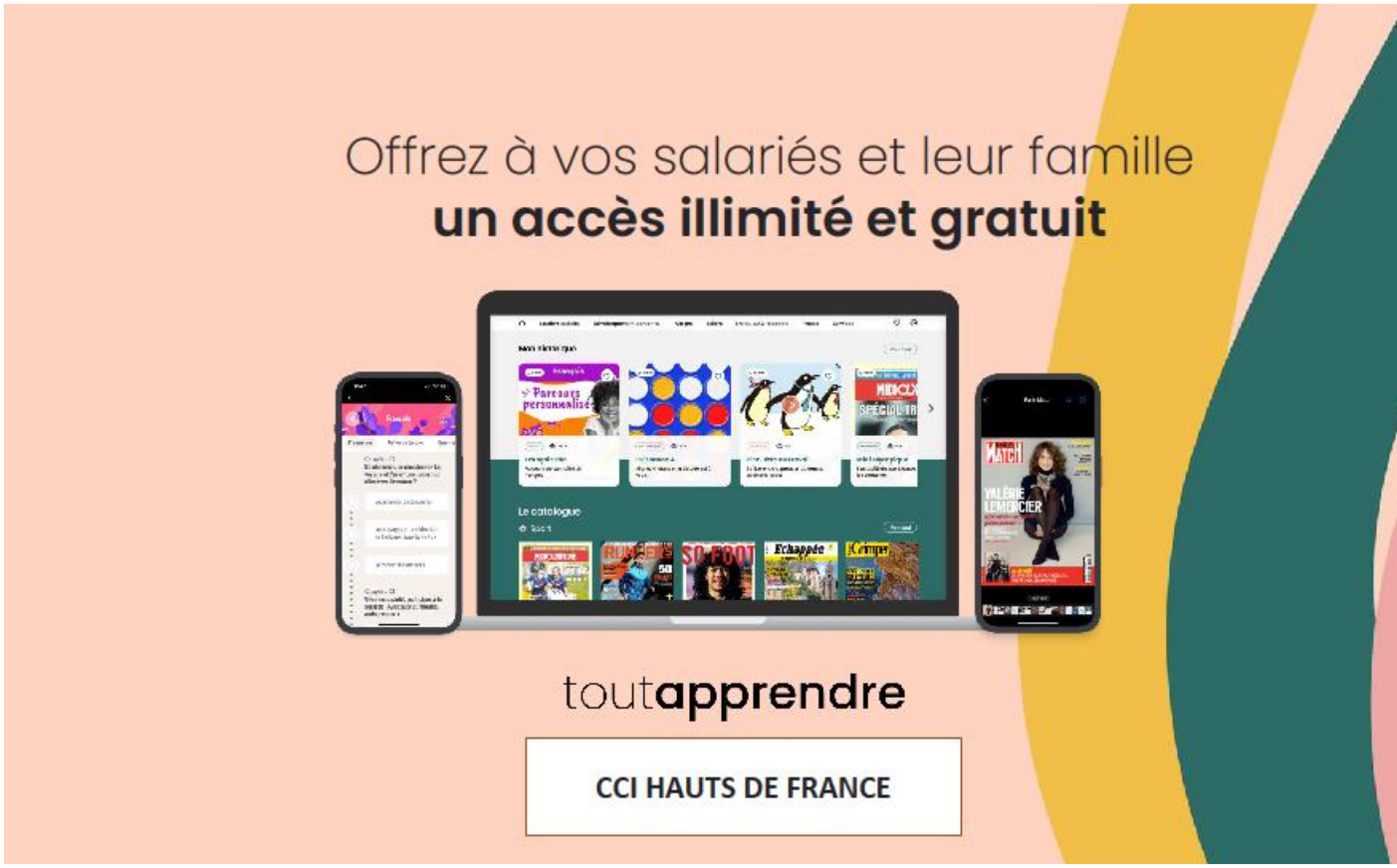
62000 ARRAS

Comptes Annuels

01/10/2022 au 31/12/2023



Annexe 4


Offrez à vos salariés et leur famille
un accès illimité et gratuit
toutapprendre
CCI HAUTS DE FRANCE